

LE PIÈGE TENDU PAR OUSSAMA BEN LADEN S'EST-IL REFERMÉ ?

par
Alexandre H. Chamson
Juriste

Il n'a échappé à personne que chacun de nos hommes politiques (Chirac, Jospin, Blair, Bush, etc.) s'est métamorphosé le temps d'une intervention télévisée ou d'un voyage de sensibilisation en pédagogue pour expliquer la crise actuelle : les prises de position, les options stratégiques et la nécessité d'un éventuel engagement sur le terrain.

Il y a une chose qui ne fait plus de doute. Les esprits et les opinions publiques occidentaux semblent admettre - sans pour autant comprendre la portée réelle de tout engagement sur le théâtre des opérations - comme un mal nécessaire l'éventualité d'une intervention militaire sous la bannière des États-Unis. Les esprits les plus lucides osent à peine s'exprimer sur la question. Quand ils le font, ils usent de beaucoup d'euphémismes et de certaines précautions oratoires pour afficher une prise de position moins va-t-en guerre.

Quant aux opérations sur le terrain, elles semblent se poursuivre dans une certaine quasi routine. Elles n'émeuvent personne, ni ne choquent les esprits prompts à réagir en pareille situation. Il est un fait incontestable mais difficilement quantifiable, c'est la question des victimes civiles de cette guerre. Il s'agit bien d'une guerre au sens juridique et classique du terme. En effet, nous assistons une attaque - ou à une agression - d'un pays contre un autre. À côté des soutiens inconditionnels des uns et du soutien "du bout des lèvres" des autres, aucune voix ne s'est élevée pour apporter la contradiction ou se faire l'avocat du diable. L'Occident, à l'exception de quelques rares réserves, semble frappé d'un profond mouvement de "panurgisme". Venant de la part de l'Europe, cette approche du "pour ou contre nous" est très surprenante et témoigne surtout de l'hégémonie et de la suprématie croissante des États-Unis à l'occasion des crises majeures que traversent notre planète.

Cela ne nous étonne pas que l'administration américaine nous démontre encore une fois son manque de vision, ses carences et sa "gestion aventurière" de la crise en Afghanistan. Cette posture "va-t'en guerre" ne doit pas non plus nous surprendre quand on se penche de plus près sur la composition du staff présidentiel de la Maison Blanche. Au premier plan, nous avons Colin Powell, le chef d'état-major des forces américaines lors de l'intervention au Koweït.

Faut-il voir derrière cette guerre d'Afghanistan une vaste manoeuvre du puissant lobby du complexe militaro-industriel ?

Toujours est-il que les États-Unis semblent ignorer volontairement ou peut être par ignorance que la poursuite des bombardements et la mort de victimes civiles innocentes ne vont pas sans quelques conséquences, d'une part sur les relations entre le monde arabo-musulman et l'Amérique et d'une façon générale sur la perception et le cours des relations Nord-Sud.

Ne s'agit-il pas d'une guerre qui oppose une coalition de pays riches et puissants - en l'occurrence occidentaux - contre un pays pauvre de surcroît musulman. Cette guerre ne peut-elle pas être perçue comme une nouvelle croisade ? C'est d'ailleurs un terme utilisé par l'actuel chef de la Maison Blanche.

Le chef du gouvernement italien, M. Silvio Berlusconi n'a-t-il pas disserté sans le moindre complexe sur la prétendue supériorité de la culture occidentale sur l'Islam ? Malheureusement, ces propos ont été tenus par un chef de gouvernement d'un des pays membres de l'Union européenne. Que faut-il en tirer comme conclusion ? L'Histoire nous le dira certainement.

Toute personne connaissant de près ou de loin les populations de certains pays du Sud et plus particulièrement celles des pays musulmans, ne pourra que confirmer le risque d'incompréhension et celui de raviver certaines veilles rancoeurs mal éteintes.

Il devient aisé et enfantin pour le moindre Cheikh peu scrupuleux ou pour tout individu en mal de publicité de tirer profit de cette situation. Sans le vouloir et peut être sans s'en rendre compte, les États-Unis sont en train de créer un peu partout dans le monde arabo-musulman des pépinières de Ben Laden.

Ce risque existe et on en maîtrise peu ou très mal les conséquences.

Avant qu'il ne soit trop tard - il est peut être déjà trop tard - et afin d'éviter que ce piège tant montré du doigt, tendu par Ben Laden, ne se referme finalement sur ses victimes, il devient urgent que cette guerre en Afghanistan finisse par trouver un dénouement moins tragique et surtout moins dévastateur pour les relations entre l'Orient et l'Occident.

Il est temps que chacun des acteurs de cette tragédie puisse retrouver la place qui lui est naturellement dévolue : les États-Unis chez eux, les Talibans dans leur mosquée ou dans leur madrassa et les civils afghans à vaquer à leurs occupations quotidiennes. Dans cet ordre naturel des choses, une initiative des Nations Unies serait largement salutaire pour détendre et décriper le mécontentement grandissant - surtout à l'approche du mois saint du Ramadan - des opinions publiques dans le monde arabo-musulman et pour redonner un peu plus de légalité et de sens au drame qui se joue en Afghanistan.

29 octobre 2001

* * *

© 2001 Alexandre H. Chamson. Tous droits réservés.

CHAMSON A. H. - "Le piège tendu par Oussama Ben Laden s'est-il refermé ?". - *Actualité et Droit International*, octobre 2001 (<http://www.ridi.org/adi>).